



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Janvier 2026

Sommaire

Focus – Infrastructures de transport	3
Faits saillants	5
POLOGNE	5
HONGRIE.....	9
TCHÉQUIE	10
SLOVAQUIE.....	16
LITUANIE	19
LETTONIE	20
ESTONIE	22
Agenda.....	25

260 M€

**Budget prévu par le
gouvernement letton**

**pour la réalisation du
projet Rail Baltica
en 2026**

Focus – Infrastructures de transport

Le gouvernement polonais rebaptise le projet CPK

Le gouvernement polonais a décidé de rebaptiser le projet CPK (Port Central de Communications) en *Port Polska* (Port Pologne). Ce changement ne concerne toutefois pas la société de projet, qui conserve le nom CPK, afin d'éviter des coûts supplémentaires, des ajustements juridiques complexes et des retards dans la mise en œuvre du projet.

Voir les appels d'offres relatif au projet ici : [Tenders – Port Polska](#)

La Hongrie finance la modernisation de son réseau ferroviaire avec l'appui de la BEI

En plus de ressources propres (environ 1,2 Md€), le gouvernement hongrois a obtenu un [prêt](#) souverain de 983 M€ de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour financer la rénovation et la réhabilitation de lignes ferroviaires TEN-T (77 % du total), ainsi que des réseaux ferroviaires périurbains, l'acquisition de matériel roulant et la mise à niveau des systèmes de signalisation et de contrôle du trafic. Les travaux devraient débuter prochainement.

Tchéquie : le ministre des Transports redéfinit les priorités en matière d'infrastructures

Le nouveau ministre des Transports, Ivan Bednárik, qui fut précédemment directeur des Chemins de fer slovaques ŽSR et des Chemins de fer tchèque ČD, a fixé ses principales priorités: (i) un recours plus important aux crédits du Fonds de modernisation et au programme SAFE pour financer les infrastructures; (ii) un réexamen profond des investissements dans les infrastructures avec une priorisation de nouvelles constructions, (iii) l'achèvement du réseau autoroutier tchèque et (v) le soutien au transport ferroviaire de marchandises en baissant le coût de l'électricité de traction pour les transporteurs. Il a en revanche annoncé une révision du projet de grande vitesse pour prioriser la ligne Dresde-Prague-Vienne.

Slovaquie : forte progression du réseau autoroutier en 2025

En 2025, le réseau des autoroutes et des voies express a dépassé 900 km, soit 42,5 km de plus qu'en 2024 (année sans ouverture de nouveau tronçon d'autoroute). L'année 2025 était aussi l'année la plus performante depuis 10 ans. En 2026, les autorités slovaques prévoient la finalisation des travaux sur 3 tronçons d'une longueur totale de 22 km.

Lituanie : création d'un fonds d'investissement pour financer les infrastructures routières

Sur le modèle allemand ou suédois, la Lituanie a créé un fonds d'investissement (confié à l'entreprise publique Via Lietuva) consacré au financement des infrastructures routières, doté pour 2026 de 178,8 M€, avant d'atteindre 1 Mds€ d'ici 2028. Outre les transferts publics, ce fonds devrait bénéficier de certaines recettes fiscales (immatriculation, péages,

contraventions) liées au secteur routier, afin de financer la réparation, l'entretien mais aussi les nouveaux projets notamment autoroutiers.

Lettonie : 260 M€ prévus en 2026 pour l'avancement du projet Rail Baltica

Selon une information publiée par le ministère des Transports, en 2026, le budget consacré à la mise en œuvre du projet Rail Baltica en Lettonie atteindra 260 M€. Un montant de 75 M€ sera alloué aux travaux de construction de la ligne principale sur le tronçon sud. Grâce à ce financement, les travaux se poursuivront au centre de maintenance de l'infrastructure Rail Baltica près d'Iecava, avec la construction de voies d'accès, la réalisation de remblais, des travaux de terrassement, l'aménagement de zones de stockage de matériaux de construction, ainsi que la formation du remblai ferroviaire.

Estonie : feu vert environnemental pour la section sud de Rail Baltica

L'Estonie a franchi une étape majeure dans la réalisation du projet Rail Baltica avec l'approbation environnementale de la section la plus méridionale du tracé, entre Kabli et la frontière lettone. Cette décision porte à huit sur neuf le nombre d'études d'impact environnemental validées pour les sections estoniennes du projet, permettant le lancement des travaux sur ce tronçon dès 2026.

Faits saillants

POLOGNE

Énergie

Le ministère de l'Énergie a publié le 17 décembre dernier la version finale du projet de [Plan national énergie-climat](#), attendu par la Commission Européenne depuis juin 2024. Ce document, qui doit encore être soumis à une consultation interministérielle avant transmission à Bruxelles, vise à mettre à jour la stratégie énergétique polonaise et à éviter une procédure devant la Cour de justice de l'UE.

Le plan repose sur deux scénarios de transition, dont un scénario « équilibré » privilégié par le gouvernement, plus compatible avec l'accord social prévoyant une sortie du charbon en 2049. Il confirme une réduction progressive de l'usage du charbon, tout en renforçant le rôle du nucléaire, appelé à entrer dans le mix énergétique entre 2030 et 2040, y compris, à terme, dans le chauffage urbain.

En revanche, les ambitions en matière d'EnR sont revues à la baisse par rapport aux projections précédentes, notamment pour l'éolien offshore. La part des renouvelables dans la production d'électricité resterait inférieure aux objectifs les plus ambitieux initialement envisagés, tandis que la biomasse gagnerait en importance dans les réseaux de chaleur.

Globalement, cette nouvelle version du plan apparaît plus favorable aux industries conventionnelles, même si la dynamique de marché et les politiques climatiques européennes pourraient, dans les faits, pousser la transition énergétique vers une trajectoire plus ambitieuse.

- réglementation

Le gouvernement polonais a approuvé le projet de loi UC84, un projet d'amendement à la loi sur l'énergie élaboré par le ministère de l'Énergie, visant à réformer les règles de raccordement des installations au réseau électrique. Ce projet a pour objectif de faciliter et d'accélérer le développement des énergies renouvelables et, le cas échéant, des installations associées, en simplifiant les procédures et en rendant le cadre réglementaire plus clair et prévisible.

La réforme introduit des contrats de raccordement flexibles, un meilleur usage des infrastructures existantes (*cable pooling*) et plus de transparence sur les capacités du réseau. Elle apporte aussi des avantages concrets aux consommateurs : meilleure maîtrise des coûts, plus d'informations, possibilité de plusieurs contrats sur un même raccordement et soutien aux personnes en situation de précarité énergétique.

- électricité

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité polonais, Polskie Sieci Elektroenergetyczne (PSE), a présenté sa stratégie à l'horizon 2040, marquant une volonté de sortir d'un rôle strictement conservateur pour devenir un acteur plus proactif de la transition énergétique. L'entreprise souhaite participer davantage à l'élaboration de la politique énergétique de l'État et renforcer son dialogue avec les autorités et le marché.

La priorité de PSE est de préparer le système électrique à un mix quasi zéro émission, avec plus de 65 % d'énergies renouvelables d'ici 2040 et un rôle résiduel du charbon, limité aux capacités de réserve. Pour garantir la stabilité du réseau, l'opérateur prévoit de nouveaux

outils techniques et un renforcement des exigences imposées aux producteurs renouvelables.

Parallèlement, PSE entend moderniser son organisation, développer ses compétences – notamment en matière de numérisation et de cybersécurité – et optimiser les investissements dans les réseaux, afin de s'imposer comme un pôle d'expertise clé de la transition énergétique en Pologne.

En 2026, le prix moyen de l'électricité pour les ménages (tarif G11) atteindra 118 €/MWh, soit 14 % de moins qu'au T4 et légèrement inférieur au prix gelé (119 €/MWh). Malgré cela, la hausse des coûts de distribution (+6,7 €/MWh) entraînera une augmentation d'environ 3 % des factures des ménages.

- renouvelables

La première enchère offshore polonaise, tenue en décembre, a attribué des contrats pour différence à 3,4 GW de projets éoliens en mer, à des prix inférieurs aux plafonds. Ont été retenus Orlen (Baltic East, jusqu'à 900 MW à 476,9 PLN/MWh), Polenergia avec Equinor (Bałtyk I, 1 560 MW à 492,3 PLN/MWh) et, de façon inattendue, PGE avec Baltica 9 (975 MW à 489 PLN/MWh), tandis que Baltica 1 n'a pas obtenu de soutien. Le succès de Baltica 9 repose sur une acquisition de dernière minute des autorisations environnementales auprès de RWE, ouvrant la voie à un projet élargi (environ 1,3 GW) combinant Baltica 9 et FEW Bałtyk II. Les projets soutenus devraient produire environ 330 TWh sur 25 ans, confirmant la compétitivité de l'offshore polonais et la recomposition du secteur autour des acteurs publics et parapublics.

La Commission Européenne a lancé la deuxième étape de la procédure d'infraction à l'encontre de la Pologne et de 7 autres pays (Grèce, France, Italie, Chypre, Hongrie, Malte et Portugal) au motif que ces États membres n'ont pas transposé complètement les dispositions de la directive modificative 2023/2413 sur la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans leur droit national. Ces États membres disposent à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et prendre les mesures nécessaires. À défaut, la Commission pourrait décider de saisir la Cour de justice de l'Union européenne en lui demandant d'infliger des sanctions financières.

- nucléaire

La CE a validé l'aide publique à la première centrale nucléaire polonaise de Choczewo, ouvrant la voie au lancement effectif du projet (trois réacteurs AP1000, 3 750 MW, investissement d'environ 42 Mds€). La décision fixe le cadre économique : CfD sur 40 ans, obligation de vendre l'essentiel de l'électricité sur les marchés de gros, rémunération fondée sur la disponibilité et prix de référence inférieur à environ 115 €/MWh, avec mécanisme de restitution des surprofits. Cette approbation sécurise le montage financier (recapitalisation publique, garanties d'État sur la dette, forte mobilisation d'agences de crédit à l'export) et permet de lancer les premières commandes industrielles critiques ainsi que les travaux préparatoires.

Par ailleurs, la société PEJ a prolongé l'accord-pont d'ingénierie avec le consortium Westinghouse-Bechtel (EDA+), afin de poursuivre les travaux d'ingénierie et de préparation de la centrale nucléaire de Choczewo. L'avenant élargit le périmètre des travaux, facilite la préparation des premières commandes d'équipements critiques (LLI) et maintient les mécanismes de contrôle et de pénalités. En parallèle, les négociations du contrat EPC se poursuivent et devraient aboutir au premier semestre 2026, étape clé pour respecter le calendrier du projet et un démarrage des travaux prévu en 2028.

- gaz

ZE PAK a sécurisé environ 0,55 Md€ de financement pour la construction d'une centrale électrique au gaz de 562 MW sur le site d'Adamów. Le projet, achevé à 75 %, doit être mis en service au T3 2027, avec un remboursement des prêts prévu d'ici 2042.

Par ailleurs, l'enchère du marché de capacité a attribué un soutien à long terme à PGE et Tauron pour des centrales au gaz disponibles à partir de 2030, à un prix compris entre 465,03 et 511,51 PLN/kW/an, supérieur aux prévisions. PGE (600 MW à Rybnik et Gryfin) et Tauron (Jaworzno) ont obtenu des contrats de 15 ans, garantissant des revenus stables et la rentabilité des investissements. Cette mesure renforce la sécurité énergétique du pays.

- chauffage

Le 15 décembre Dalkia a finalisé l'acquisition à 100 % des sociétés Edison Next Poland et Edison Next Services Poland, renforçant sa présence en Pologne, désormais deuxième marché du groupe EDF hors de France. Cette opération de consolidation des services énergétiques s'inscrit dans la stratégie du groupe pour la transition énergétique, notamment dans le secteur du chauffage urbain et la fourniture de services pour la production et distribution de chaleur, tout en élargissant l'offre de solutions industrielles et de décarbonation.

Environnement

Le 5 décembre, le Plan de gestion de la forêt primaire de Białowieża a été officiellement transmis au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le document structure les principales actions de protection, tient compte des recommandations de l'UNESCO, des besoins des communautés locales ainsi que des contraintes liées à la défense de l'État, et définit les orientations de gestion de la forêt pour les 25 prochaines années.

- émissions

Le ministère du Climat et de l'Environnement a soumis à consultation un projet d'amendement du règlement relatif aux zones dans lesquelles est autorisé le stockage souterrain de CO₂. Le projet ne modifie pas le contenu du règlement lui-même, mais actualise l'annexe de septembre 2014 qui définit les zones où il est possible de créer des complexes de stockage souterrain de CO₂. En modifiant cette annexe, le ministère souhaite autoriser le stockage souterrain de CO₂ dans 18 zones terrestres et maritimes, d'une superficie totale d'environ 176 200 km². Le stockage de CO₂ serait possible dans des aquifères salins sélectionnés situés à une profondeur supérieure à 900 m sous la surface du sol.

Le président Karol Nawrocki a signé l'amendement de la loi relative au système de gestion des émissions de gaz à effet de serre et d'autres transposant en droit national le règlement 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF).

- adaptation au changement climatique

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) lancera bientôt un programme du cofinancement de la mise en place des systèmes de collecte et de recyclage de l'eau pluviale et de l'eau de fonte par les ménages. Son budget est de 173 M PLN (40,7 M€).

Infrastructures

Les investissements dans les infrastructures de transport en Pologne se poursuivent. En 2025, près de 400 km de nouvelles routes ont été mis en service. Parallèlement, le secteur ferroviaire progresse également avec l'achèvement de la médiation concernant le déploiement du réseau de communications GSM-R (système de communication ferroviaire). L'accord conclu entre PKP PLK et Nokia Solutions and Networks prévoit la couverture d'environ 14 000 km de lignes ferroviaires, avec un déploiement progressif devant permettre la mise en service du GSM-R sur 1 500 km de lignes d'ici mars 2026.

- *projet Port Polska (ex CPK)*

Le gouvernement polonais a décidé de rebaptiser le projet CPK (Port Central de Communications) en *Port Polska* (Port Pologne). Ce changement ne concerne toutefois pas la société de projet, qui conserve le nom CPK, afin d'éviter des coûts supplémentaires, des ajustements juridiques complexes et des retards dans la mise en œuvre du projet.

Dans ce cadre, la société CPK prévoit en 2026 une accélération significative des investissements, avec le lancement d'environ 50 appels d'offres pour un montant total estimé à environ 9 Mds€. Les investissements porteront principalement sur la construction de l'aéroport et le développement des lignes ferroviaires à grande vitesse, notamment l'axe Varsovie-Łódź. Les marchés les plus importants, représentant près de 4,5 Mds€, sont attendus au deuxième trimestre 2026, marquant le passage du projet de la phase de planification à celle de réalisation. Voir : [Tenders – Port Polska](#)

Transport

- *aérien*

Après une interruption de 13 ans, la compagnie aérienne low-cost Wizz Air a repris ses vols au départ de l'aéroport de Varsovie-Modlin, avec deux avions Airbus A321neo. Les nouvelles liaisons desserviront huit pays et relieront Modlin à Athènes, Alghero, Barcelone, Bergame, Bergen, Brindisi, Chisinau, Malte, Palerme, Paphos et Sofia. Wizz Air avait transféré ses opérations vers l'aéroport Chopin de Varsovie en 2012, suite à une défaillance de la piste à Modlin.

- *ferroviaire*

PKP Intercity, l'opérateur ferroviaire national polonais de longue distance, a lancé un appel d'offres portant sur l'acquisition de 20 rames à grande vitesse (jusqu'à 320km/h), avec une option permettant d'étendre la commande jusqu'à 35 unités. Les rames desserviront avant tout la ligne 'Y', reliant le nouvel aéroport Port Polska (ex-CPK), Varsovie, et Łódź à Poznań et Wrocław et peut-être aussi des liaisons internationales. La décision d'adjudication devrait être prise en 2027.

Pour répondre à la hausse constante de la demande sur les liaisons nationales, PKP Intercity achètera 50 rames d'occasion à Deutsche Bahn. Les trains, qui devront rouler à une vitesse de 200 km/h, seront livrés au T1 2026.

L'opérateur privé tchèque RegioJet a annulé 1 080 services ferroviaires en Pologne quelques jours avant leur départ prévu, pendant la période de pointe des voyages de Noël, invoquant un manque de personnel et des problèmes de matériel roulant. Les annulations concernent environ 250 000 réservations de sièges et ont suscité de vives critiques de la part des passagers et de l'opérateur public PKP Intercity. L'Office du transport ferroviaire (UTK) a engagé une procédure contre RegioJet concernant violation des droits des passagers.

PESA, fabricant polonais du matériel roulant, a signé un accord stratégique de financement d'une valeur pouvant atteindre 1,6 Md€ avec un consortium composé de plus de 20 institutions financières polonaises et étrangères. Il s'agit de l'une des plus grandes opérations financières de l'histoire de l'entreprise, ouvrant de nouvelles perspectives de développement et renforçant sa position sur le marché. Actuellement, l'entreprise dispose dans son portefeuille de commandes d'une valeur de plus de 3,5 Mds€.

PKP Cargo, opérateur de fret en restructuration, a porté au tribunal régional de Varsovie une demande d'indemnisation à hauteur d'1,52 Md PLN (360 M€) contre l'Etat, au titre de la décision gouvernementale de juillet 2022 qui avait obligé l'entreprise à assurer le transport du charbon importé par les sociétés PGE Paliwa et Węglokoks, après la mise en place de l'embargo sur le charbon russe. Selon PKP Cargo, cette demande couvre les pertes liées à l'exécution des activités de transport imposées ainsi que l'absence d'un accord de financement qui, en vertu de la législation relative à la gestion de crise, aurait dû être conclu avec le Trésor public.

- routier

Le 8 décembre, Solaris et la régie des transports de Varsovie ont signé un contrat pour la livraison de 120 bus articulés Solaris Urbino 18. La valeur du contrat s'élève à 324 M PLN (76 M€).

Le ministère des Infrastructures a annoncé que les transporteurs routiers de marchandises et de personnes pourraient bénéficier d'un cofinancement du remplacement des anciens tachygraphes par les tachygraphes intelligents de 2ème génération, exigé par le Paquet Mobilité. Le budget du programme s'élève à 76 M€ provenant du Plan National de Relance et de Résilience.

HONGRIE

Énergie

Le gouvernement hongrois met en place un plan ambitieux de développement des capacités de stockage d'énergie pour accompagner la croissance rapide des renouvelables et stabiliser le réseau électrique. À cette fin, il prévoit un programme résidentiel de 100 Mds HUF (environ 255 M€) comprenant des subventions pouvant atteindre 2,5 M HUF par foyer (environ 6 400 €) pour l'installation de batteries domestiques (d'une capacité maximale de 10 kW), favorisant l'autoconsommation solaire et l'écrêtage des pointes de demande. En parallèle, un volet industriel du Jedlik Ányos Energy Program mobilise environ 50 Mds HUF (environ 128 M€) pour soutenir des projets de stockage portés par les entreprises, notamment les PME.

Plus d'informations sur : [Portfolio](#)

- électricité

MVM a annoncé avoir sécurisé le financement pour la construction de sa centrale à cycle combiné gaz (CCGT) de 1 000 MW à Tiszaújváros, dont le contrat de construction avait été signé en avril 2025. Le prêt de plus d'1,2 Md€, mobilisé auprès d'un consortium de banques, permettra de réaliser ce projet stratégique. La centrale, partiellement compatible avec la combustion d'hydrogène, devrait entrer en service vers 2029.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

- gaz

Suite à la signature des accords avec Shell et Engie, l'énergéticien MVM a signé un contrat d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) avec l'américain Chevron, portant sur une livraison annuelle de 400 M m³ pendant cinq ans à partir de 2026.

Plus d'informations : [Gouvernement](#)

- nucléaire

La Commission européenne, prenant acte de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 11 septembre 2025 annulant sa décision approuvant l'aide d'État pour la construction de deux réacteurs VVER 1200 sur le site de la centrale nucléaire de Paks, a annoncé qu'il était nécessaire de réexaminer la compatibilité de l'aide d'État octroyée pour Paks II aux règles du marché intérieur.

Plus d'informations sur : [Portfolio](#)

L'énergéticien MVM et l'américain Holtec International ont signé un protocole d'accord visant à étudier le déploiement de petits réacteurs modulaires (SMR-300) en Hongrie. Le projet reste à un stade exploratoire et dépendra des évolutions réglementaires, financières et industrielles.

Plus d'informations sur : [Portfolio](#)

- pétrole

Le groupe pétrolier hongrois MOL et la compagnie nationale turque TPAO ont lancé des prospections sismiques dans le sud de la Transdanubie, près de Buzsák, pour identifier d'éventuels gisements de pétrole et de gaz. La zone retenue couvre plus de 800 km² et est adjacente au gisement de Somogysámson découvert plus tôt en 2025. Ces travaux s'inscrivent dans un partenariat stratégique conclu l'an dernier, dans le cadre duquel les deux sociétés ont conjointement remporté les concessions lors d'un appel d'offres du ministère hongrois de l'Énergie.

Plus d'informations sur : [CE Energy](#)

- renouvelables

Le groupe MOL a annoncé l'acquisition de Polsolar Kft, propriétaire de cinq centrales solaires opérationnelles près de Mezöcsát (est de la Hongrie), portant une capacité totale de 304 MWp, ce qui multiplie par 4 sa capacité photovoltaïque nationale. La transaction est valorisée à environ 118 Mds HUF (environ 305 M€) et devrait être finalisée au T1 2026.

Plus d'informations sur : [Világgazdaság](#)

Infrastructures

- ferroviaire

En plus de ressources propres (environ 1,2 Md€), le gouvernement hongrois a obtenu un [prêt](#) souverain de 983 M€ de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour financer la rénovation et la réhabilitation de lignes ferroviaires TEN-T (77 % du total), ainsi que des réseaux ferroviaires périurbains, l'acquisition de matériel roulant et la mise à niveau des systèmes de signalisation et de contrôle du trafic. Les travaux devraient débuter prochainement.

Plus d'informations : [HungaryToday](#)

TCHÉQUIE

Gouvernance

Le 15 décembre, le président Petr Pavel a nommé Petr Macinka (parti des Motoristes) ministre de l'Environnement, également en charge des affaires étrangères. P. Macinka reprend temporairement ce portefeuille (destiné initialement à Filip Turek, également Motoriste) pour garantir la continuité des négociations européennes et la gestion des dossiers urgents. P. Macinka a présenté ses priorités, mettant l'accent sur la simplification des procédures d'autorisation tout en maintenant l'évaluation des impacts environnementaux. Il souhaite également réviser certaines politiques environnementales et renforcer l'attention portée à la

protection du paysage et de la nature au sein de l'action du ministère. Le Président Pavel ayant refusé de nommer Filip Turek ministre de l'Environnement, le gouvernement a créé pour lui un poste de Délégué gouvernemental pour la politique climatique et le Green Deal.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Energie

- ETS

Le gouvernement tchèque a annoncé qu'il refusera de transposer le système européen de quotas ETS 2 qui doit intégrer les émissions liées au chauffage des bâtiments et au transport routier. L'opposition souligne toutefois qu'un rejet unilatéral n'aurait aucun effet juridique et pourrait exposer la Tchéquie à des sanctions ou à une perte de subventions européennes, faute de mesures alternatives. Le gouvernement a donc chargé les ministres concernés de chercher des soutiens auprès d'autres Etats-membres de l'UE et de préparer des mécanismes de protection pour les ménages et entreprises si ETS 2 devait malgré tout entrer en vigueur.

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

- renouvelables

L'État tchèque a lancé une nouvelle série d'enchères destinées à soutenir, via un mécanisme de rémunération, la construction d'unités de cogénération (gaz, biomasse, biogaz) et de nouvelles capacités éoliennes. Les projets de cogénération devront être mis en service avant 2030 et respecter un prix d'exercice maximal de 4 160 CZK/MWh ($\approx 171,2$ €/MWh). Les installations au gaz devront pouvoir être transformables pour utiliser des gaz renouvelables ou bas-carbone d'ici 2050. Les centrales éoliennes devront être mises en service avant 2029, avec un plafond de 3 200 CZK/MWh ($\approx 131,7$ €/MWh). Le gouvernement a également assoupli les conditions de participation en supprimant l'obligation de disposer d'un permis de construire au moment du dépôt des offres.

Plus d'informations : article [Ekonomicky Denik](#)

- électricité

L'Office de régulation de l'énergie (ERU) a confirmé la baisse d'environ 10 % du prix total de l'électricité à compter du 1^{er} janvier 2026 grâce à la suppression de la contribution au soutien des EnR (495 CZK/MWh soit $\sim 19,8$ €/MWh). Cette mesure, décidée mi-décembre par le gouvernement, représente un allègement annuel d'environ 17 Mds CZK (~ 700 M€) et s'applique à l'ensemble des ménages et entreprises, y compris ceux disposant de contrats à prix fixes. Les autres composantes réglementées, d'un montant total d'environ 70 Mds CZK ($\sim 2,9$ Mds€), restent inchangées. Le gouvernement présente cette décision comme un levier anti-inflation et un soutien à la compétitivité économique. Les subventions aux EnR seront reprises directement par le budget de l'Etat.

Plus d'informations : communiqués [MPO](#) et [ERU](#)

La ville de Liberec déploie sa première communauté énergétique locale en partageant les surplus d'électricité produite par dix centrales photovoltaïques installées sur des bâtiments municipaux. En un mois, ces installations ont produit 30 MWh, dont 7 MWh redistribués au sein du groupe pilote composé de bâtiments de la ville, permettant d'économiser 80 k CZK ($\sim 3,3$ k€). L'ouverture aux ménages et PME est prévue en 2026, dans la limite réglementaire de 50 points de consommation par groupe. La ville prévoit déjà plusieurs groupes supplémentaires et l'ajout de neuf nouvelles centrales solaires. En parallèle, Liberec renforce l'électromobilité avec 20 nouvelles bornes de recharge prévues en 2026.

Plus d'informations : article [IROZHLAS](#)

L'énergéticien national CEZ a achevé la modernisation de la centrale hydroélectrique de pompage Dlouhé stráne, celle-ci étant essentielle à l'équilibrage du système électrique

tchèque. Ce chantier de deux ans a représenté un investissement de 840 M CZK (~ 34,6 M€). L'augmentation des capacités de stockage du réservoir supérieur permet désormais de stocker 6 % d'énergie supplémentaire.

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

CEZ étudie l'implantation d'éoliennes le long de l'autoroute D4 dans la région de Pribram, ville située en Bohême centrale. Si plusieurs communes ont été approchées, Visnova et Pecice ont déjà approuvé une coopération préliminaire. La poursuite des projets dépendra des processus d'autorisation.

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

- biocarburants

Le gouvernement a approuvé un projet d'amendement au règlement encadrant la durabilité des biocarburants et la réduction des émissions des carburants, afin d'intégrer les exigences de la nouvelle législation européenne sur les énergies renouvelables. Le texte renforcera le soutien aux biocarburants avancés issus de résidus ou déchets non-alimentaires (paille, bois, algues, biodéchets), ainsi qu'aux carburants renouvelables d'origine non-biologique produits à partir d'électricité verte (hydrogène, méthanol ou méthane synthétiques). L'amendement précise les critères de durabilité de la biomasse, actualise la référence fossile et harmonise la méthodologie de calcul des réductions d'émissions. Il doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2026, en cohérence avec la réforme de la loi sur la protection de l'air.

Plus d'informations : communiqué [MPO](#)

Métaux

Geomet, une coentreprise détenue à 51 % par CEZ et à 49 % par la société australienne European Metals Holding, a finalisé l'étude de faisabilité du projet de mine de lithium à Cinovec et de l'usine de traitement à Prunérov. Le document confirme une capacité annuelle d'extraction de 3,2 Mt de minerai, permettant la production annuelle d'environ 37 500 T de carbonate de lithium de qualité batterie. L'investissement total, estimé à 42 Mds CZK (~1,7 Md€), serait l'un des plus importants de l'histoire du pays et le plus important jamais réalisé dans la région d'Usti nad Labem. Le projet, classé stratégique par la Commission européenne au titre du Critical Raw Materials Act, pourrait créer 2 000 emplois directs et 2 000 emplois indirects, avec des salaires moyens estimés à 80 000 CZK (~ 3 300€). Les recettes publiques attendues atteindraient 3,2 Mds CZK (~ 131,6 M €) par an.

Plus d'informations : communiqué [CEZ](#)

Sobriété

- gestion des déchets

Après l'évacuation des déchets importés illégalement à Jirikov, le ministère de l'Environnement en coopération avec le gouvernement du Haut-Palatinat de Bavière a annoncé le début du retrait des déchets stockés à Horni Hespice. Les 35 premières tonnes seront rapatriées en Allemagne à partir du 18 décembre, aux frais de la partie allemande. Une réunion bilatérale en janvier doit permettre d'identifier précisément les 282 t restantes et d'en organiser l'évacuation.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Environnement

- biodiversité

Afin de transposer la nouvelle directive européenne relative au contrôle et à la résilience des sols, le ministère de l'Environnement a préparé un amendement au décret anti-érosion de 2021. Le texte élargit le dispositif existant à l'érosion éolienne, induite par le vent et

pouvant être amplifiée par les activités humaines, phénomène particulièrement problématique en Moravie du Sud et dans la vallée de l'Elbe. Ces nouvelles règles, identiques à celles applicables à l'érosion hydrique, devraient entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2027. L'érosion hydrique menace près de 50 % des terres agricoles tchèques et pourrait entraîner la perte annuelle de 20 Mt de terre arable, pour un coût estimé à environ 4 Mds CZK (~164 M€). L'érosion éolienne concerne 150 000 ha (6 % des terres). Le décret renforce les mesures préventives (couverture permanente des sols, diversification des cultures, haies brise-vent), appuyées par un soutien financier public pouvant couvrir 100 % des coûts d'aménagement paysager.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Transports et infrastructures

Le nouveau ministre des Transports, Ivan Bednárik, qui fut précédemment directeur des Chemins de fer slovaques ŽSR et des Chemins de fer tchèque ČD, a fixé ses principales priorités : (i) un recours plus important aux crédits du Fonds de modernisation et au programme SAFE pour financer les infrastructures ; (ii) un réexamen profond des investissements dans les infrastructures avec une priorisation de nouvelles constructions, (iii) l'achèvement du réseau autoroutier tchèque et (v) le soutien au transport ferroviaire de marchandises en baissant le coût de l'électricité de traction pour les transporteurs. Il a en revanche annoncé une révision du projet de grande vitesse pour prioriser la ligne Dresde-Prague-Vienne.

Les projets de connexions vers la Bavière (ligne Prague-Plzen-Munich) et l'ouest de la Pologne (ligne Prague-Hradec Králové-Wroclaw) sont abandonnés. Le ministre, qui souhaite que la Tchéquie devienne un environnement de marchés publics sain et plus concurrentiel, et prévoit (a) l'introduction d'un péage routier général, pour mettre fin au contournement des tronçons payants par les transporteurs lourds, (b) l'abrogation du péage gratuit pour les véhicules électriques (qui bénéficieront toutefois d'un taux inférieur) et (c) l'annulation de l'indexation des vignettes autoroutières. Enfin, le déploiement du système de sécurité ETCS ne sera fait que sur les lignes ferroviaires principales.

La Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction à l'encontre la Tchéquie pour sa mauvaise transposition de la directive Eurovignette, la définition transcrite en droit tchèque du « véhicule à émission nulle » différant de celle de la directive. Après l'envoi une lettre de mise en demeure par la Commission, la Tchéquie dispose d'un délai de deux mois pour y répondre et remédier aux manquements relevés.

- ferroviaire

Le gestionnaire ferroviaire Správa železnic a annoncé avoir dépensé un total de 61 M€ pour les travaux préparatoires du projet tchèque de LGV, dont plus de 34 % financés par le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe de l'UE (MIE / CEF – Connecting Europe Facility). Le coût total du programme tchèque de LGV, actuellement estimé à 40,7 Mds€, pourrait être modifié, la nouvelle coalition ayant déjà annoncé une analyse de faisabilité de l'ensemble des sections prévues et l'abandon de la branche Prague-Hradec-Králové-Wroclaw.

L'opérateur privé Leo Express (RENFE) a annoncé le lancement, au 25 juin 2026, d'un nouveau service ferroviaire international longue distance reliant Francfort–Dresde-Prague–Cracovie et Przemysl à l'est de la Pologne, à la frontière ukrainienne. D'une longueur totale de plus de 1 300 km, cette desserte quotidienne figurera parmi les plus longs services directs actuellement prévus en Europe et constitue la première incursion de l'opérateur sur le marché allemand du transport de passagers.

Après avoir réalisé une étude sur l'équilibre économique de la ligne Prague-Plzeň, l'Autorité de la concurrence (UOHS) a autorisé l'opérateur privé Leo Express à y opérer un service ferroviaire librement organisé à partir de décembre 2026. Cette desserte est actuellement opérée via une obligation de service public par l'opérateur historique České dráhy, et par Arriva à compter de décembre 2028. La demande de Leo Express d'y opérer a ainsi fait l'objet d'une procédure portant sur la potentielle atteinte à l'équilibre économique du contrat de service public de transport. L'UOHS a estimé que cette offre complémentaire ne remettait pas en compte le modèle actuel.

- routier

Après 58 ans de travaux, l'ouverture à la circulation le 19 décembre 2025 du tronçon de 10 km entre Přerov et Řídkovice, dans l'est du pays, a permis l'achèvement de la D1, principale autoroute reliant la capitale Prague à Brno et Ostrava, soit un total de 376 km. Lors de la cérémonie d'ouverture, le ministre a appelé à accélérer l'achèvement du réseau d'autoroutes et à adopter un système de financement stable permettant d'éviter les reports liés aux révisions budgétaires successives.



Après la conclusion de la phase de dialogue concurrentiel concernant l'autoroute D35, le ministère des Transports a invité trois participants à soumettre des offres finales pour la construction des 35 km de section manquante entre Opatovec et Mohelnice. Le contrat, qui prendra la forme d'un partenariat Public-Privé (PPP), est estimé à 1,7 Md€ et devrait être conclu au second semestre 2026. Après le retrait du consortium Via 35 constitué par EGIS, Hochtief, OHLA, Tikehau Star Infra et TIIC, les trois consortiums retenus pour la phase finale sont :

- le groupement ViaCM regroupant Vinci Highways, Abdn European Sustainable Infrastructure GP V Limited et John Laing Europe Holdings B.V ;
- (ii) le groupement formé par les sociétés Cintra Global SE, Strabag Motorway GmbH, Budimex s.a. et Invesis B.V ;
- (iii) le groupement LitMo Highways constitué de FCC Concesiones de Infraestructuras, Meridiam Eastern Europe IV A et Metrostav Concessions.

- aérien

Le groupe Prague City Air a signé le 8 décembre 2025 un accord ferme avec l'opérateur aérien low-cost turc Pegasus Airlines pour vendre la société Smartwings, plus grande compagnie aérienne tchèque, et son actionnaire Czech Airlines pour un montant de 154 M€. Cette annonce-surprise intervient après des mois de négociations menées avec la compagnie aérienne LOT Polish Airlines initialement pressentie comme nouvel acquéreur. Cette acquisition permettra au groupe turc de consolider sa position en Europe en reprenant les opérations et moyens de Smartwings : 80 destinations desservies, flotte de 47 avions et clientèle atteignant 8,3 M de passagers en 2024.

Vingt ans après le dépôt de la demande, l'aéroport de Prague a obtenu l'autorisation de construire une nouvelle piste de 3,5 km, située au nord de l'actuelle piste principale. Les travaux pourraient être lancés en 2028 avec un achèvement prévu en 2032. La nouvelle

configuration permettra à l'aéroport de disposer d'une piste dédiée aux départs et d'une autre aux arrivées, augmentant ainsi la capacité horaire actuelle de 46 mouvements à environ 70. La réduction des temps de roulage au sol et de l'attente en vol devrait diminuer de 3 à 5 minutes le temps total de trajet sur les principales liaisons (Francfort, Paris, Londres), permettant aux compagnies aériennes d'économiser environ 18 M€ par an en carburant et émissions de CO₂ dès l'ouverture de la piste. Pour les voyageurs, les retards moyens à la porte d'arrivée devraient diminuer d'un tiers.

L'aéroport de Prague a annulé l'appel d'offres relatif aux espaces publicitaires à la suite de l'expiration du contrat de JCDecaux intervenue le 31 décembre 2025. Insatisfait de quatre offres financières soumises, l'aéroport a décidé d'assurer la gestion des espaces publicitaires intérieurs de façon autonome et de lancer un nouvel appel d'offres pour les seuls espaces extérieurs en janvier 2026.

L'aéroport de Prague va accueillir de façon temporaire en 2026 la compagnie aérienne turque, Freebird Airlines. Celle-ci proposera des vols à destination d'Antalya (entre le 25 avril et le 1^{er} novembre) et de Bodrum (du 2 juin au 9 octobre 2026). Les onze liaisons par semaine seront opérées avec des Airbus 320.

Fonds européens

Le ministère de l'Environnement va mobiliser près de 11 Mds CZK (~452 M€) du Fonds de modernisation afin (i) d'électrifier 205 km de lignes ferroviaires et (ii) soutenir la transition du fret avec le remplacement des locomotives diesel par des locomotives électriques. Deux appels d'offres ont été ouverts : (a) TRANSGov 2/2025 (7,2 Mds CZK, soit environ 297 M€) pour l'électrification, avec une subvention unitaire de 35 M CZK/km, et (b) TRANSCOM 1/2025 (3,5 Mds CZK, soit environ 144 M€) pour l'acquisition de locomotives électriques, avec des projets pouvant atteindre 175 M CZK (~7,2 M€). Les candidatures sont possibles jusqu'à fin octobre 2026 pour les transporteurs et jusqu'à mars 2027 pour l'opérateur ferroviaire publique *Sprava zeleznic*.

Plus d'informations : [MZP](#), [TRANSCOM n°1/2025](#) et [TRANSGov n°2/2025](#)

Dans le cadre du Plan national de relance et de résilience, le ministère de l'Environnement a lancé un nouvel appel à projets, d'une valeur de 104 M CZK (~4,3 M€), pour aider les municipalités et régions à définir les zones d'accélération destinées à simplifier et accélérer le processus d'autorisation des centrales éoliennes et solaires. Les régions et municipalités peuvent recevoir respectivement jusqu'à 8 M CZK (~330 000 €) et 1,5 M CZK (~62 000 €) pour financer des études, expertises et l'intégration des zones dans leur planification territoriale. Le soutien pourra atteindre 100% si la délimitation est finalisée avant le 31 août 2026.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Le ministère de l'Environnement a lancé un nouvel appel à subventions du Fonds de modernisation pour soutenir l'installation de centrales agro-photovoltaïques sur des terres agricoles. L'enveloppe atteint 300 M CZK (~12,3 M€) pour les installations solaires et 200 M CZK (~8,2 M€) pour le stockage par batteries. Ce dispositif fait suite à l'amendement du décret n°463/2025, qui élargit les possibilités d'implantation au-dessus des vergers, vignobles, houblonnières et cultures légumières, et autorise l'intégration de solutions de stockage. Le soutien peut couvrir jusqu'à 30 % des dépenses éligibles, pour des projets d'au moins 10 kW. Les demandes seront ouvertes du 15 janvier 2026 au 30 octobre 2027.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#), site de l'[appel RES+ n°6/2025](#)

SLOVAQUIE

Énergie

La ministre de l'Économie Denisa Sakova et le ministre de l'Environnement Tomas Taraba ont annoncé, mi-décembre, le soutien à 11 projets d'investissement dans les EnR d'une valeur totale de 125 M€. Ces investissements devraient assurer des fournitures stables et sûres d'électricité à partir des ressources renouvelables, ainsi que la modernisation des réseaux de chaleur dans quelques villes slovaques. Sont notamment soutenues les entreprises publiques Vodohospodarska vystavba (« Œuvres hydrauliques »), avec la modernisation de deux centrales hydroélectriques (investissements de 42 M€), et MH Teplarensky holding (holding publique détenant les centrales de chauffage) avec des investissements pour une meilleure efficacité de production de chaleur (83 M€).

- électricité

L'électricien Slovenské elektrarne (à 66 % détenue par le groupe tchèque EPH et à 34 % par l'État) a payé des dividendes à ses actionnaires pour la première fois depuis sa privatisation en 2006. En effet, en 2024, Slovenské elektrarne a atteint un profit historique de 795 M€. Ainsi, le 16 décembre 2025, l'assemblée générale a approuvé le paiement des dividendes (du profit non distribué) à hauteur de 500 M€, dont 170 M€ à l'État. Jusqu'à présent, le profit a été réinvesti, en particulier dans la construction de deux blocs nucléaires à Mochovce dont le premier est entré en opération en 2023 et le deuxième devrait l'être en 2026.

SEPS, la société publique chargée du réseau de transmission électrique, a réalisé des investissements pour 110 M€ en 2025, soit le montant le plus élevé de ces dix dernières années. 52,2 M€ ont été investis dans la modernisation des stations d'électricité, pour renforcer la capacité de transmission et la fiabilité de leur fonctionnement. Les investissements dans les nouvelles TIC ont représenté 44,4 M€ notamment pour assurer la cybersécurité du système.

- nucléaire

Le gouvernement a nommé Peter Liska plénipotentiaire du gouvernement pour le développement de l'énergie nucléaire en Slovaquie. Liska travaille au sein de l'entreprise nucléaire privée VUJE, l'un des acteurs slovaques les plus importants du secteur. En tant que plénipotentiaire, il assurera la coordination et le bon développement du projet de nouvelle centrale nucléaire en Slovaquie.

Début janvier 2026, l'entreprise publique JAVYS, chargée du démantèlement et de la gestion des déchets nucléaires, ainsi que du projet de nouvelle centrale nucléaire en Slovaquie, a rendu public le résultat de son appel d'offres en matière de prestation de conseil économique et financier relatif à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire (AO lancé par JAVYS le 3 juin). Selon Javys, il y avait trois soumissionnaires et ce marché a été finalement remporté par la société Rotschild & Co pour un montant de 13,9 M€. Selon Javys, Rotschild & Co dispose d'une longue expérience lors de la conception de projets nucléaires dont celui à Sizewell C en Grande Bretagne et à Dukovany en Tchéquie.

Transport

Les analystes du ministère des Finances et du ministère des Transports ont publié en décembre l'étude « modèle analytique des prévisions de transport » qui prévoit la situation des transports à l'horizon 2050. Ainsi, d'ici 2050, le transport de passagers devrait baisser de 6 % sur les routes et de 13 % sur les rails. Cette baisse résulte principalement du vieillissement de la population – baisse de la population de 4 % et hausse de la part des retraités qui, en général, voyagent moins. Par contre, le nombre de véhicules / 1 000 habitants devrait progresser de 36 %. En ce qui concerne le transport de marchandises,

l'intensité du transport sur les routes devrait augmenter de 74 % et sur les rails de 45 % par rapport à l'année 2023.

- routier

Fin décembre, le président de l'Autorité des marchés publics, Peter Kubovic, a demandé l'annulation du marché public du tronçon Turany - Hubova sur la principale autoroute du pays (D1) qui devrait relier la capitale et la deuxième ville du pays, Kosice. Il s'agit du dernier tronçon sur D1 dont les travaux de construction n'ont pas encore commencé. La valeur estimée de ce marché s'élève à 1,5 Md€. Un tel prix élevé résulte de la complexité des travaux à réaliser (deux tunnels d'une longueur totale de 8,6 km sur 13,5 km d'autoroute).

L'Autorité est d'avis que les conditions de participation pouvaient ne pas être suffisamment claires et dissuader certains intéressés. En effet, la Société nationale des autoroutes avait demandé des références de construction des tunnels jugées trop exigeantes, à savoir la construction par les intéressés eux-mêmes, sans préciser les références exigées en cas de recours à des sous-traitants.

Le ministère des Transports Jozef Raz ne partage pas cette décision d'annulation car, selon lui, cette décision porte atteinte aux intérêts publics et retarde le processus de deux ans. Il prévoit de porter plainte contre la décision de l'Autorité.

En 2025, le réseau des autoroutes et des voies express en Slovaquie a dépassé 900 km, soit 42,5 km de plus qu'en 2024 (année sans ouverture de nouveau tronçon d'autoroute). L'année 2025 était aussi l'année la plus performante depuis 10 ans. Finalement, quatre tronçons ont été mis en utilisation en 2025 :

- Le 22 décembre, la Société nationale des autoroutes, en présence du Premier ministre et du ministre des Transports, a ouvert le plus long tunnel en Slovaquie « Visnove » de 7,5 km qui permet de contourner la ville de Zilina au nord du pays (80 000 habitants). Il s'agissait de l'un des trois tronçons restant sur l'autoroute D1 pour relier Bratislava et Kosice. Le premier percement exploratoire du tunnel s'est réalisé en 1998 et, par la suite, les travaux ont été retardés tant en raison de la longueur des processus de marché public que de la sélection de différents contractants et des contraintes liées aux spécificités géologiques. Le tunnel devrait être emprunté par 39 000 véhicules / jour.
- L'ouverture du nouveau tronçon sur la voie express R2 entre les municipalités Kriváň – Mýtina le 20 novembre 2025, qui comprend aussi la plus longue autoroute surélevée du pays (4,4 km) basée sur une solution technique unique en Europe. Les travaux ont coûté 279 M€ et ont été réalisés par le consortium d'Eurovia SK, Eurovia CZ (groupe Vinci), Doprastav et Strabag.
- Le contournement Sud-Est de Kosice de 14 km a été ouvert le 24 septembre grâce au consortium mené par Eurovia.
- Le contournement de Tvrdošín (9 700 habitants, nord du pays à la frontière avec la Pologne) sur la voie expresse R3 de 5 km a été ouvert en juillet.

La Société nationale des autoroutes a réussi à signer trois contrats de construction sur l'autoroute D3, au Nord-Ouest du pays à la frontière avec la Tchéquie et la Pologne dont le montant total s'élève à 900 M€.

En 2026, les autorités slovaques prévoient la finalisation des travaux sur 3 tronçons d'une longueur totale de 22 km. Il s'agit en particulier du contournement de Ruzomberok au Nord du pays sur la principale l'autoroute D1 (tronçon Hubova – Ivachnova), du carrefour entre l'autoroute D1 et D4 sur le contournement de Bratislava avec l'élargissement de l'autoroute D1 près de Bratislava de trois à quatre voies, et enfin de l'extension de la voie expresse R1 de 3 km à proximité de Banska Bystrica (Slovaquie centrale).

Vu la pénurie de main d'œuvre dans le secteur des transports, le ministère du Travail, des Affaires Sociales et de la Famille a pris la décision d'accorder des visas d'un an, au lieu de

180 jours à l'heure actuelle, aux chauffeurs de bus et de poids lourds en provenance des pays tiers hors UE.

- ferroviaire

Le 12 décembre, Miroslav Garaj est devenu directeur général de l'entreprise publique chargée des infrastructures ferroviaires, Zeleznice Slovenskej republiky (ZSR). Miroslav Garaj travaille auprès de ZSR depuis 25 ans et était jusqu'à présent directeur du département de la stratégie et de la coopération internationale.

En fin d'année, la société ZSR a annoncé la finalisation de plusieurs projets ferroviaires :

- La modernisation des rails à proximité de Zilina au Nord du pays (tronçon Vah – Varin – Strecno) dont une partie permet de rouler à 160 km/h. Les travaux ont coûté 89,9 M€ et ont été assurés par le consortium mené par Strabag avec des membres Eurovia (groupe Vinci), Subterra et AZD Praha.
- La modernisation des rails (5 km) entre Cadca (Nord-Ouest) et la frontière avec la Tchéquie avec l'incorporation du système européen de contrôle des trains ETCS. Les travaux ont coûté 90 M€ et ont été réalisés par le consortium TSS Grade et Vahostav.
- La finalisation de la première étape de travaux de modernisation des rails à l'ouest du pays entre Bratislava et la frontière avec la Tchéquie. Il s'agit du tronçon de 6,8 km entre la municipalité Kutý et la frontière tchèque. Le consortium italo-slovaque ICM – Vahostav est aussi chargé de la deuxième étape entre Devínska Nova Ves (quartier Nord-Ouest de Bratislava) et Malacky de 24,3 km. Concernant le tronçon entre Malacky et Kutý (42,4 km), l'appel d'offres n'a pas encore été lancé. La modernisation devrait permettre aux trains de rouler jusqu'à 200 km/h.
- La finalisation de l'électrification de la ligne Banovce nad Ondavou – Humenne (33,5 km) à l'Est du pays. Les travaux ont coûté 222 M€ et ont été financés par le Plan de relance et de résilience.

Fin décembre, la société publique chargée du transport ferroviaire de passagers, Zeleznicna spoločnosť Slovensko (ZSSK) a signé le contrat de modernisation de 33 trains diesel « 813/913 » avec la société ZOS Zvolen du groupe ZOS Trnava. Le contrat s'élève à 31 M€ et la société était le seul participant à ce marché public. ZSSK financera la modernisation avec son propre budget. A ce contrat s'ajoutent encore deux autres signés le 10 novembre relatifs à la modernisation de 10 voitures-lits par la société ZOS Vrútky (70 M€) et de 10 voitures-couchettes par la société ZOS Trnava (22 M€).

- aérien

Malgré une excellente année 2025 pour ses aéroports, la Slovaquie se trouve en bas du classement européen en matière d'intensité du trafic aérien. En effet, le taux de passager / citoyen n'est que de 0,6 contre 2,4 pour la moyenne européenne. Le pourcentage des vols réguliers est de 69 % contre 95 % en moyenne UE.

Environnement

Vychodoslovenska vodárenská spoločnosť, la compagnie des eaux à l'Est du pays, détenue par les municipalités concernées, réalisera la reconstruction de la station de traitement des eaux à Stakcín pour 58 M€. Les fonds européens vont couvrir 92 % de cet investissement. Selon le ministre de l'Environnement, il s'agit de la plus grande station de traitement de l'eau potable en Europe de l'Est, permettant de fournir de l'eau potable à 856 000 habitants. Elle fonctionne depuis 40 ans.

LITUANIE

Transition verte

Le ministère des Finances a annoncé investir 20 M€ à travers son fonds d'investissement pour la modernisation, au projet de parc industriel vert. Concrètement, l'agence de l'innovation lituanienne va sélectionner des zones industrielles susceptibles d'être transformées avant de soumettre le projet à la Banque européenne d'investissement (BEI) afin de bénéficier de financements supplémentaires.

Source : [Ministère de l'Economie et de l'Innovation](#)

Infrastructures

Sur le modèle allemand ou suédois, la Lituanie a créé un fonds d'investissement (confié à l'entreprise publique Via Lietuva) consacré au financement des infrastructures routières, doté pour 2026 de 178,8 M€, avant d'atteindre 1 Mds€ d'ici 2028. Outre les transferts publics, ce fonds devrait bénéficier de certaines recettes fiscales (immatriculation, péages, contraventions) liées au secteur routier, afin de financer la réparation, l'entretien mais aussi les nouveaux projets notamment autoroutiers. L'objectif affiché est de palier le sous-investissement chronique dans les infrastructures de transport : selon le ministre des Transports, 40% du réseau routier national est en mauvais état tandis que 100 ponts et viaducs sont dans des situations critiques.

Source : [Ministère des Transports et des Communications](#)

Energie

- électricité

Le budget 2026 voté par la Seimas intègre de nombreuses simplifications afin de favoriser le développement du secteur énergétique. En premier lieu, le coût de connexion au réseau électrique lituanien (opéré par Litgrid) est abaissé, un consommateur n'en paye que 10% s'il s'engage à consommer sur 10 ans (pour un certain montant). Ce procédé, déjà existant pour les grands consommateurs (>1 MW) est étendu à tous. Par ailleurs, les démarches préalables à l'achat et à la vente d'énergies fossiles sont simplifiées tandis que les formalités nécessaires à l'installation d'infrastructures énergétiques sont également simplifiées.

Selon Ligrid, la Lituanie dispose de 461,5 MWh de stockage d'électricité. Cependant, afin de poursuivre la décarbonation de sa production électrique, la Lituanie souhaite installer de nouvelles capacités de stockage. Afin d'inciter les entreprises privées à investir, le ministère de l'Énergie les a invitées à soumettre leurs projets pour toucher des subventions (39,9 M€). A date 15 projets ont été sélectionnés pour un montant total de 270 M€ et plus de 1,602 MWh de stockage d'électricité. Pour rappel, les aides publiques en matière d'énergie ne peuvent pas excéder 30% de l'investissement total, en 2025 le ministère de l'Énergie lituanien a accordé 147 M€ d'aide à de tels projets.

Source : [Ministère de l'Energie](#)

Le premier centre privé de stockage d'électricité a été relié au réseau électrique lituanien. Ce centre, situé dans le district de Kaišiadorys peut produire jusqu'à 41 MW et stocker 107,3 MWh. Le développement de tels centres de stockage est nécessaire afin d'équilibrer le réseau en comblant le différentiel entre offre et demande. Le ministre de l'Énergie a annoncé que 9 autres projets de stockage d'électricité étaient déjà prévus pour 2026.

Source : [Ministère de l'Energie](#)

Le ministère de l'Énergie a proposé son plan 2026 de soutien à la transition énergétique destiné aux particuliers et aux municipalités. Les subventions aux particuliers sont réduites en 2026 et ciblent l'installation de panneaux solaires et de batteries électrique (24 M€ en 2026 contre 95 M€ en 2025) ainsi que de centrales thermiques moins polluantes (22,4 M€),

l'objectif affiché étant d'atteindre 200 000 ménages consommateurs et producteurs d'énergie d'ici 2028. Pour les municipalités, les subventions ciblent les investissements dans les infrastructures, notamment les éclairages (10 M€) ainsi que la décarbonation de leurs activités, notamment les transports, les bâtiments publiques (chauffage) (14 M€).

Source : [Ministère de l'Energie](#)

La compagnie nationale d'électricité (ESO) a signé un contrat avec le français Sagemcom pour la fourniture de 700 000 compteurs électriques (montant total : 48 M€), dont l'installation se fera en partenariat avec Siemens et Bitè Lietuva. Ce contrat fait suite à une précédente commande passée en 2021, toujours entre ESO et Sagemcom pour la fourniture d'1,3 M de compteurs. Au total, ESO prévoit d'investir 150 M€ dans de telles installations dont l'objectif est de permettre aux utilisateurs de piloter au mieux leur consommation d'électricité.

- gaz

L'accord pour le transit de gaz russe vers l'exclave de Kaliningrad, par gazoduc la reliant à Minsk et traversant la Lituanie, signé en 2015 pour dix ans, est arrivé à terme le 31 décembre 2025. La Lituanie a signé, fin 2025, un nouvel accord de 5 ans avec la Russie avec des conditions plus favorables pour l'Etat balte. Le nouveau contrat prévoit une capacité de transit de 10,5 M m³ par jour ainsi qu'une clause « *ship-or-pay* » exigeant le transport ou le paiement de 2,5 Mds m³ de gaz par an. Les prix seront déterminés par le Conseil national de régulation de l'énergie tandis que le niveau de revenu autorisé pour 2026 atteint 30 M€ soit le double du niveau actuel.

LETTONIE

Énergie

Le 10 décembre 2025, le ministère du Climat et de l'Énergie, en coopération avec la Représentation de la Commission européenne en Lettonie et l'institution financière de développement Altum, ont lancé deux nouveaux instruments financiers destinés aux entreprises pour la mise en œuvre de projets dans les domaines de l'énergie et de l'économie circulaire. Le montant de financement atteindra 77,3 M€, dont 55,8 M€ destinés aux projets de construction et de modernisation des infrastructures de chauffage municipales et 21,5 M€ pour la production et le transport de biométhane.

Dans le cadre de ces programmes, les projets peuvent bénéficier d'un prêt d'Altum dans la limite de 10 M€ et pour une durée jusqu'à 20 ans. Pour les entreprises qui financeront leur projet au moyen d'un prêt auprès d'une banque commerciale, Altum proposera une garantie jusqu'à 80% du montant du prêt non plafonné, avec une prime de garantie de 0 % au cours des cinq premières années.

Plus d'information : [Ministère du Climat et de l'Energie](#)

Infrastructures

Selon une information publiée par le ministère des Transports, en 2026, le budget consacré à la mise en œuvre du projet Rail Baltica en Lettonie atteindra 260 M€. Un montant de 75 M€ sera alloué aux travaux de construction de la ligne principale sur le tronçon sud. Grâce à ce financement, les travaux se poursuivront au centre de maintenance de l'infrastructure Rail Baltica près d'Iecava, avec la construction de voies d'accès, la réalisation de remblais, des travaux de terrassement, l'aménagement de zones de stockage de matériaux de construction, ainsi que la formation du remblai ferroviaire.

Cette année, les travaux repris au printemps 2025 dans la partie sud de la gare centrale de Riga, se poursuivront, rendus possibles grâce à la réaffectation des financements du Fonds

pour la reprise et la résilience (FRR). Au total, 120 M€ sont alloués à ces travaux en 2026 qui permettront d'achever les travaux de toiture, de construction des auvents pour les passagers, ainsi que les travaux de façade et autres finitions connexes.

Conformément aux conditions du financement du FRR, la mise en service du bâtiment de la gare centrale de Riga est prévue pour la fin de l'année 2026. Parallèlement, l'entreprise ferroviaire « Latvijas dzelzceļš » (LDz) construira, d'ici la mi-2028, les systèmes de signalisation, de caténaire et de voies ferrées dans la partie sud de la gare centrale de Riga. En 2026, un montant de 52 M€ est également prévu pour la poursuite de la construction de la gare Rail Baltica et des infrastructures associées à l'aéroport de Riga. En 2026, il sera aussi possible de commencer les travaux de construction de plusieurs sections de remblai ferroviaire jusqu'à la zone de la rue Zolitūdes, afin d'assurer la liaison ferroviaire à écartement de 1 520 mm entre l'aéroport de Riga et le quartier Imanta. Ces travaux seront réalisés par l'entreprise « Eiropas Dzelzceļa līnijas » en coopération avec LDz.

Plus d'information : [Ministère des Transports](#)

Transport

Le constructeur tchèque de transports publics Škoda Group envisage de participer à l'appel d'offres pour la fourniture de trains du projet Rail Baltica, a déclaré le directeur général de Škoda Group, Petr Novotný, lors d'une interview. Il a indiqué qu'en 2025, Škoda a signé un contrat portant sur des trains à grande vitesse circulant à 200 km/h avec Arriva, un opérateur international basé à Londres et acteur majeur aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en République tchèque, en Roumanie et également en Pologne.

Raitis Nespors, le CEO de la compagnie ferroviaire de transport de passagers « Pasazieru Vilciens », a précédemment indiqué que l'appel d'offres pour le matériel roulant du projet Rail Baltica, pour le trafic domestique dans les États baltes, devrait être lancé à la fin du mois de janvier 2026. Il a précisé que les pays baltes achèteraient un matériel roulant unique et standardisé. L'Estonie achètera cinq trains, la Lettonie trois et la Lituanie quatre. Raitis Nespors a expliqué que l'Estonie aura objectivement besoin de trains plus tôt et en plus grand nombre, car la liaison Rail Baltica Tallinn–Pärnu est délibérément conçue pour le trafic intérieur et que la ligne ouvrira en 2030. En Lettonie et en Lituanie, en revanche, il n'y a pas encore autant de clarté quant aux sections concernées et au moment où les services pourront commencer.

Le constructeur tchèque de transports publics Škoda Group fournira à la Lettonie neuf trains électriques à batterie (Battery Electric Multiple Units -BEMU) dans le cadre d'un contrat signé le 11 décembre avec la direction des transports routiers « Autotransporta direkcija (ATD). La valeur du contrat s'élève à 89,4 M€, le financement étant assuré par le Fonds de cohésion de l'UE et un cofinancement national. Les livraisons sont attendues d'ici 2029. Les nouveaux trains remplaceront une partie de la flotte des trains diesel opérant sur les lignes non électrifiées.

Actuellement, les services de passagers dans ces zones sont assurés par 23 trains diesel construits entre 1980 et 1992. Les BEMU circuleront principalement en direction de Daugavpils et de Cēsis, où de nouvelles infrastructures de recharge seront construites. La recharge sera possible via des lignes aériennes ou des stations de recharge dédiées. L'accord-cadre comprend une option pour l'acquisition de sept trains supplémentaires, sous réserve des fonds disponibles. Cela permettrait de remplacer la majorité des trains diesel et d'étendre le service à d'autres destinations, telles que Rēzekne et Valmiera.

Plus d'information : [Ministère des Finances](#)

Environnement

L'entreprise énergétique nord-européenne Gren est parvenue à un accord avec les principaux fournisseurs d'équipements pour la future centrale de valorisation énergétique des déchets situé à Acone, dans la commune de Salapils à 15 km de la capitale. L'installation utilisera les technologies les plus modernes et les plus sûres : un système de chaudières de Kanadevia Inova, une technologie de traitement des fumées de LUEHR FILTER, une turbine de Doosan Škoda Power, ainsi que des ponts roulants à grappins pour déchets fournis par KW Kranwerke.

Le montant total du projet s'élève à plus de 200 M€ et la mise en service de l'installation est prévue pour 2029. Chaque année, la centrale transformera en énergie 150 000 à 200 000 t de déchets non recyclables. La puissance thermique prévue est de 50 à 70 MW, et la puissance électrique de 15 à 20 MW. Pour la production d'énergie, l'installation utilisera des déchets ménagers et industriels non dangereux, triés mais non recyclables, qui seraient autrement mis en décharge. Des résidus de bois et de la biomasse de faible qualité seront également utilisés. La centrale de valorisation des déchets d'Acone constituera une étape importante vers l'indépendance énergétique du pays, un environnement plus propre et une réduction des volumes de déchets mis en décharge (actuellement, environ 40 % des déchets ménagers en Lettonie sont mis en décharge).

Plus d'information : [Dienas Bizness](#)

Le 4 décembre, le parlement letton a adopté des amendements à la loi sur la taxe sur les ressources naturelles (DRN), prévoyant de multiplier par cinq le taux de la DRN sur la tourbe, qui passera à 3,5 € par tonne à partir de 2027. Par ailleurs, le bois non transformé vendu à des fins commerciales en dehors de l'UE et de l'Espace économique européen (EEE) sera soumis à une DRN de 75 €/m³ à compter du 1er janvier 2027 et à 115 €/m³ à partir de 2028. Dans le même temps, le taux de la DRN sur le sable et le gravier augmentera de 25 % à partir de 2026. Bien que la Lettonie soit déjà soumise à une obligation liée aux émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de l'extraction de la tourbe à partir de 2026, l'augmentation du taux de la DRN ne sera appliquée qu'à compter du 1er janvier 2027. Cela permettra au secteur de la tourbe, qui représente 10,7 % des émissions annuelles de GES de la Lettonie, de se réorganiser et de planifier ses activités.

Selon les estimations du ministère du Climat et de l'Énergie, une tonne de tourbe extraite coûte à la Lettonie l'équivalent de 25 € en émissions de GES. L'ampleur de l'extraction de la tourbe a un impact significatif sur la performance de la Lettonie en matière de neutralité climatique, et il est nécessaire de créer un impact fiscal sur ce secteur afin d'en modifier l'échelle. Le principe du « pollueur-payeur » est introduit afin d'éviter que les émissions de GES du secteur de la tourbe ne soient prises en charge par d'autres secteurs de l'économie lettone.

ESTONIE

Énergie

L'Estonie a réaffirmé son soutien à la prolongation du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), qu'elle considère essentiel au financement des infrastructures transfrontalières de l'UE. Lors du Conseil « Énergie » du 15 décembre, le ministre de l'Énergie et de l'Environnement, Andres Sutt, a souligné le rôle du MIE dans le renforcement de la sécurité énergétique européenne.

La Commission européenne propose de reconduire le MIE pour 2028-2034 avec un budget de 81,4 M€, dont 29,9 Mds€ pour les infrastructures énergétiques. L'Estonie plaide pour un soutien accru aux projets améliorant la sécurité d'approvisionnement et réduisant les

risques géopolitiques, en particulier dans les États membres proches de la frontière orientale de l'UE. Elle salue l'accent mis sur la résilience physique et cyber des infrastructures critiques.

Le gouvernement estonien a approuvé le 8 janvier le Plan de développement du secteur énergétique à l'horizon 2035 (ENMAK 2035), élaboré par le ministère du Climat. Ce plan vise à renforcer la sécurité énergétique, la compétitivité économique et la transition vers une énergie propre. Il établit un cadre pour les investissements publics et privés, fondé prioritairement sur des mécanismes de marché. Le document prévoit une diversification du mix énergétique afin d'assurer la fiabilité du système électrique. Il met l'accent sur le développement des énergies renouvelables locales, combinées à des solutions de stockage.

De nouvelles capacités pilotables sont jugées nécessaires pour remplacer les infrastructures existantes fondées sur le schiste bitumineux. L'objectif de 100 % d'électricité renouvelable est maintenu, mais avec une mise en œuvre progressive après 2030. Le plan n'exclut pas, à long terme, le recours à l'énergie nucléaire. Il prévoit également la modernisation des réseaux de chauffage urbain et l'augmentation de la part de gaz renouvelable à un tiers de la consommation d'ici 2035.

L'adoption de la nouvelle version d'ENMAK 2035 intervient alors que le centre d'investissement environnemental (KIK) a ouvert du 15 décembre 2025 au 13 février 2026 un appel d'offres pour contribuer à la recherche sur les ambitions climatiques et énergétiques estoniennes. Les résultats des études permettront d'améliorer les plans d'actions mis en œuvre par le gouvernement, notamment concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la protection de l'environnement et le développement d'une économie circulaire. L'appel d'offre bénéficie d'un budget de 2,9 M€, financé par le système d'échange de quotas d'émission de l'UE (ETS).

- **électricité**

L'Estonie poursuit le renforcement de sa sécurité d'approvisionnement électrique à travers le développement de nouvelles capacités de stockage et l'adaptation de son cadre réglementaire. Un parc de stockage par batteries de 90 MW (180 MWh) sera construit sur la rive occidentale du lac Peïpous, frontière naturelle avec la Russie, afin de soutenir la stabilité du réseau estonien et balte. Porté par Tiheda Energy Park OÜ, le projet représente un investissement de près de 45 M€, majoritairement financé par des capitaux privés, avec un démarrage des travaux prévu au deuxième trimestre 2026 et un raccordement au réseau au printemps 2027. Cette installation répond à un contexte de déficit structurel de capacité, alors que la part des énergies renouvelables atteint près de 50 % de la consommation nationale et que les besoins de flexibilité augmentent fortement.

En parallèle, le gouvernement estonien renforce les dispositifs de gestion de crise d'approvisionnement. Le ministère du Climat a soumis au Parlement un projet de loi instituant une procédure de mise aux enchères d'une réserve stratégique de production électrique. En cas d'insuffisance des mécanismes d'urgence, le gestionnaire de réseau Elering pourra organiser ces enchères en dernier recours. Le gouvernement prévoit également une augmentation de 45 M€ du capital d'Elering afin de sécuriser les infrastructures énergétiques critiques, dont des investissements dans une infrastructure hydrogène intégrée au projet de Corridor hydrogène reliant la Finlande, les pays baltes, la Pologne et l'Allemagne. Ces mesures seront partiellement financées par une taxe de sécurité d'approvisionnement de 7,58 €/MWh à compter du 1er janvier 2026, complétée par une redevance d'équilibrage de 3,73 €/MWh destinée au financement des réserves de fréquence.

- nucléaire

Le ministère du Climat a présenté le 9 décembre dernier un projet de loi sur l'énergie nucléaire visant à établir un cadre réglementaire national et à créer une autorité de sûreté nucléaire. Cette autorité serait chargée de définir les règles de sûreté, de délivrer les autorisations d'exploitation et d'appliquer le principe du pollueur-payeur, notamment pour le financement de la gestion des déchets et le démantèlement des installations. Le texte, actuellement soumis à consultation publique, devrait être transmis au Parlement à l'été 2026.

Parallèlement, le ministère de l'Économie et des Communications a prolongé de deux semaines l'appel d'offres relatif à l'étude du plan d'aménagement du territoire pour une centrale nucléaire civile d'une capacité envisagée de 600 MW, à l'initiative de l'entreprise Fermi Energi AS. Cette étude doit notamment définir les critères de présélection des sites potentiels, évaluer les impacts du projet et préparer la première phase du plan de planification territoriale.

Environnement

Les organisations professionnelles estoniennes des secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'industrie du bois ont appelé le gouvernement à soutenir une initiative finlandaise visant à simplifier le règlement européen sur la restauration de la nature. Elles estiment que ces règles entraîneront des charges financières et administratives excessives et ont exprimé leurs préoccupations dans une lettre adressée au ministère du Climat. Les acteurs économiques soulignent notamment l'absence, à ce stade, de plan national de restauration, ce qui accroît l'incertitude sur les coûts futurs.

Le gouvernement estonien a toutefois indiqué qu'il ne rejoindrait pas l'initiative finlandaise. Le ministre de l'Énergie et de l'Environnement, Andres Sutt, a rappelé que la situation environnementale et les coûts de restauration varient fortement d'un État membre à l'autre. Il a souligné que le cadre européen offre déjà une certaine flexibilité, notamment entre mesures de restauration actives et passives. Le ministère du Climat a annoncé avoir lancé en novembre les travaux de préparation du plan national de restauration, en coopération avec les scientifiques, les parties prenantes et les propriétaires fonciers, avec une première réunion prévue en janvier.

Infrastructures

- Rail Baltica

L'Estonie a franchi une étape majeure dans la réalisation du projet Rail Baltica avec l'approbation environnementale de la section la plus méridionale du tracé, entre Kabli et la frontière lettone. Cette décision porte à huit sur neuf le nombre d'études d'impact environnemental validées pour les sections estoniennes du projet, permettant le lancement des travaux sur ce tronçon dès 2026. Le tracé traverse des zones écologiquement sensibles, mais l'étude conclut que le projet peut être mené sans impact négatif significatif à long terme, sous réserve de mise en œuvre de mesures d'atténuation ciblées, notamment des passages pour la faune et une gestion adaptée des milieux aquatiques.

Parallèlement, l'ensemble de la ligne principale Rail Baltica en Estonie, de Tallinn à la frontière lettone, est désormais couvert par des contrats de construction, avec plus de 100 km de voie en travaux actifs. Le projet, qui s'étend sur 213 km en Estonie, bénéficie de financements sécurisés à hauteur d'1,1 Md€. Conçue pour des trains de passagers circulant jusqu'à 249 km/h et du fret à 120 km/h, l'infrastructure vise à offrir une alternative ferroviaire rapide et bas-carbone au transport routier et aérien. En 2026, l'Estonie lancera des appels d'offres majeurs pour les terminaux de Pärnu et de Muuga, le dépôt d'Ülemiste et les systèmes de gestion du trafic.

Agenda

9 février	European Economic Congress Trends 2026 Conference , Varsovie
11 février	Navigating Energy Pathways for the Baltic Sea Region Conference , Riga
23-24 février	POWERPOL National Power&Heat Congress , Varsovie
16 mars	High-Speed Rail Congress & European Rolling Stock Forum , Łódź
18-20 mars	PowerConnect 2026 , Gdańsk
19-20 mars	Baltic Nuclear Energy Forum , Gdańsk
25-26 mars	EnergyON Summit & H2POLAND 2026 , Poznań
25-27 mars	Climate Summit 2025 , Varsovie
30-31 mars	43. EuroPOWER & OZE POWER , Varsovie
22-24 avril	18th European Economic Congress , Katowice
15-16 septembre	RE-Source Poland 2026 , Varsovie
6-7 octobre	Energy Storage Summit Central Eastern Europe 2026 , Varsovie
17-19 novembre	Future Energy Week Poland 2026 , Varsovie

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr